Document généré le 12 oct. 2024 06:22

Recherches sociographiques

Péquistes ravis, péquistes déçus

Gilles Bourque

Volume 25, numéro 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056074ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056074ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cette note

Bourque, G. (1984). Péquistes ravis, péquistes déçus. *Recherches sociographiques*, *25*(1), 115–123. https://doi.org/10.7202/056074ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1984

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

PÉQUISTES RAVIS, PÉQUISTES DÉÇUS

Encore trois livres sur le Parti québécois. Trois livres que je n'aurais sans doute jamais lus si Denys Delage ne m'avait demandé d'en faire la critique. La magie souverainisto-associative opère de moins en moins, il faut le dire, et pas seulement auprès des victimes des sondeurs d'opinion. Tout comme Bourgault a déclaré récemment ne plus vouloir parler d'indépendance, je m'étais promis de ne plus noircir de papier pour « manger du péquiste », comme ce fut l'un de mes dadas préférés depuis 1968. (Voir : G. BOURQUE et G. DOSTALER, *Socialisme et indépendance*, 1980.) Hélas, voilà à quoi se condamne un sociologue quand, par malheur, il ne sut jamais dire non... ni à ses amis, ni à la tyrannie tranquille du savoir du national qui règne sur la presqu'île.

Trois livres : l'apologie du divin René (Alain PONTAUT, *René Lévesque ou l'idéalisme pratique*, Montréal, Leméac, 1983) ; la chronique des tribulations d'un militant qui n'en reste pas moins accroché (Ernest BOUDREAU, *Le rêve inachevé. Le P.Q., l'indépendance et la crise*, Montréal, Nouvelle optique, 1983) ; les confessions de l'Antéchrist portant principalement sur sa propre personne (Andrée LEBEL, *Pierre Bourgault. Le plaisir de la liberté*, Montréal, Nouvelle optique, 1983). Donc, à l'Est, rien de nouveau non plus ; au pays de Québec, rien n'a changé !

Les trois ouvrages sont de qualité fort inégale. Du côté du péquisme ravi, on nage en pleine apologétique, tellement qu'on en croit rêver. L'auteur nous avoue avoir voulu faire « un livre d'admiration » (p. 12). Il aurait écrit d'aveuglement total que le mot n'aurait sans doute pas été trop fort. On apprend, bien sûr, que René Lévesque est un symbole et qu'il était un être d'élite dès son jeune âge. Voici les qualités que l'auteur croit lire dans un article rédigé par notre héros, alors qu'il était au collège classique : « précision de l'idée, digression éclairante, force du trait et de l'image, primauté au réel, à l'authenticité, ferveur simple du ton, synthèse fulgurante des événements passés, rejet spontané, viscéral des éloquences fumeuses, des mensonges ou des rêves inhibants, mitraillage des mots et des formules qui forgent avec fièvre, et quelques fois non sans humour, les outils essentiels à la lutte pour l'affirmation » (p. 31). Ouf ! On découvre même que notre homme est « marié à une vocation » (p. 10). Jadis, on était plus modeste : les clercs avaient la vocation, les laïcs se

destinaient au mariage et Maurice Duplessis était marié à sa province. Jamais jusqu'ici n'avait-on rencontré pareille québécitude au carré ! On comprend dès lors pourquoi notre héros est « capable [...] de symboliser l'âme québécoise par les seuls mouvements de la sienne » (p. 57) ! On pourrait, à la rigueur, considérer ces « enthousiasmes » comme un défaut du genre, si le livre tout entier ne constituait pas une manière de fraude. Le titre et les soixante-treize premières pages de l'ouvrage nous laissent à penser que nous lisons une biographie du premier ministre. Mais brusquement, à la page 74, c'est-à-dire au moment précis où la carrière politique de notre héros commence, l'écriture devient pamphlet : l'histoire de vie se transforme en une célébration inconditionnelle des actions, positions et décisions politiques de René Lévesque. Ainsi apprend-on qu'en 1960,

> « Lévesque est le seul candidat capable de battre l'Union nationale et que du reste, il va y réussir presque seul. Ce presque est pour ne pas fâcher les tenants de la thèse selon laquelle la victoire de 1960 est essentiellement due à Jean Lesage. Mais cette thèse ne résiste pas à l'examen. » (P. 75.)

L'Union nationale ne s'y serait pas trompée car elle « le prend exclusivement pour cible » (p. 77). De sorte que « Jean Lesage doit à René Lévesque sa victoire » (p. 84). L'auteur pose même « entre Lévesque et la résurrection de la société une relation de cause à effet » (p. 108). Bref, Pontaut nous donne à penser qu'après avoir réalisé presque à lui seul la Révolution tranquille, René Lévesque constitue la condition *sine qua non* de la réalisation de la souveraineté. Tous les adversaires de notre héros sont vertement vilipendés. Face à notre « bâtisseur visionnaire », Trudeau est un démocrate de façade et Gérin-Lajoie n'a fait que ce que Paul Sauvé aurait de toute façon accompli (p. 103). Les adjectifs de « débile », « réactionnaire », « marginal » et « stérile » sont accolés au F.L.Q. (pp. 100-101). Les adversaires au sein du P.Q. sont considérés comme des « radicaux qui [...] confondent un mouvement de masse et leur marginalité » (p. 144). C'est pourquoi, nous dit l'auteur :

> « René Lévesque n'en doit pas moins s'opposer à nouveau aux radicaux de l'unilinguisme et aux partisans d'un Conseil exécutif dont tous les membres s'appelleraient Robert Burns, André Larocque, Guy Bisaillon, Montréal-Centre, la fleur de lys et la faucille et le marteau. Prolétaires indépendantistes de tous les pays unissez-vous... Ceux-là triomphent d'y avoir fait élire Pierre Bourgault. » (P. 137.)

Les journalistes contestataires du *Jour* n'auraient été que des « enfants » (p. 150). Adoptant la vision de son chef, Alain Pontaut se croit justifié de mépriser tout ce qui bouge. Je vous épargne bien sûr les perles sur le syndicalisme et le dernier front commun.

Les deux autres ouvrages sont beaucoup plus intéressants. Ernest Boudreau nous livre le témoignage de ce militant péquiste typique, professeur dans une polyvalente, ancien membre du R.I.N. devenu président régional du Parti québécois (poste qu'il abandonna à la suite de la loi 111). Ernest Boudreau se réclame de l'aile social-démocrate du P.Q. et il nous explique en des termes relativement sobres, mais néanmoins très durs pour le gouvernement, comment il a perdu ses illusions et pourquoi il n'accorde plus aucune crédibilité aux dirigeants de son propre parti : de René Lévesque à Jacques Parizeau. À peine

six ministres, rapporte-t-il, croiraient encore à l'indépendance (p. 63). L'ouvrage d'Andrée Lebel sur Pierre Bourgault s'inscrit dans la même veine. Cette fois, contrairement a celui de Pontaut, l'ouvrage respecte les lois du genre. Il s'agit d'une suite d'entretiens biographiques bien menés entre lesquels l'auteur insère de façon toujours pertinente de courts témoignages d'amis de Bourgault. Un livre bien construit donc et aussi vivant que le « coloré personnage » qui s'y raconte.

Malgré l'intérêt très inégal qu'ils inspirent, les trois livres s'inscrivent parfaitement dans l'univers discursif péquiste, en même temps que leur lecture suggère des questions fondamentales pour l'analyse de la vie politique contemporaine, bien qu'aucune d'elles ne soit véritablement formulée. Reconnaissons d'abord au passage quelques composantes traditionnelles du discours péquiste. Un discours relativement éthéré, bien sûr, alors qu'au fil des pages et des livres, on saute allègrement de l'idéal à la conscience, en passant par l'âme et le rêve. Si, selon Alain Pontaut, comme nous l'avons vu plus haut, René Lévesque « symbolise l'âme québécoise par les seuls mouvements de la sienne », on apprend de Pierre de Bellefeuille, préfaçant le livre de Boudreau, que le « gouvernement [...] semble avoir changé d'âme » (p. 7). Mais cette perte est heureusement compensée, quoique sous une forme plus laïque, par un Pierre Bourgault qui tiendrait « le rôle de conscience politique » (voir le liminaire au livre d'Andrée Lebel) ! Qu'on se rassure, je ne vais pas adopter ici, dans *Recherches sociographiques*, des positions « marxistes vulgaires » : je ne me prépare pas à accuser les péquistes d'être des idéologues cherchant à voiler la réalité ! Oui, je l'avoue, l'idéologie est bien réelle, la preuve en étant d'ailleurs qu'il est nécessaire de mobiliser tout l'être pour rêver ainsi tout éveillé ou, si l'on veut, comme on le verra bientôt, pour dormir alors que l'on croit rêver.

Le symbolisme (René Lévesque étant, selon Pontaut, le symbole en chef), le rêve, le projet, la conscience, l'idéalisme, voilà des mots qui traversent ces trois livres, comme l'ensemble du discours péquiste. Ce langage n'est certes pas étonnant au sein d'un parti politique qui se donne des objectifs d'émancipation nationale. Il ne s'agit donc pas de faire un quelconque procès, mais d'essayer de comprendre la particularité d'un discours et sa force de mobilisation. J'ai déjà tenté d'ouvrir à l'analyse des effets proprement discursifs de l'ambiguïté du thème de la souveraineté-association (BOURQUE et DOSTALER, *op. cit.*). Le sous-titre du livre d'Alain Pontaut, « l'idéalisme pratique », s'inscrit exactement dans le même sens. Le déterminant « pratique » vient clôturer le champ de l'idéalisme, tout comme l'association balise la réalisation comme l'exercice potentiel de la souveraineté. Ces formules ambiguës (pensons au préjugé favorable à l'endroit des travailleurs) sont à analyser en fonction des rapports de forces internes et externes au Parti québécois. Mais il faut surtout considérer ces aspects du discours péquiste comme des éléments essentiels à la formation et à la reproduction du parti. Le P.Q. ne pouvait sans doute naître d'un mouvement national essentiellement polyclassiste et pluriel, ni s'imposer en faisant ainsi le vide autour de lui, sans s'appuyer sur un discours pluridimensionnel. Le livre d'Ernest Boudreau est exemplaire à ce propos : le thème du rêve y tient une place centrale (« le rêve québécois se traînait au ras du sol », p. 51 ; « Hélas ! ce

n'était que l'ombre d'un rêve inachevé ! », p. 33 ; « Après Parizeau, c'était maintenant au tour de René Lévesque de piétiner les dernières cendres de nos rêves », p. 80). Le thème est tellement omniprésent et en même temps si ambigu que l'on en vient à se demander comment lire le titre de l'ouvrage « Le rêve inachevé ». Membre de « l'aile » social-démocrate du P.Q. (les marginaux manipulant la fleur de lys et la faucille et le marteau, comme dirait Pontaut), Boudreau nous montre comment il a été floué par la direction de son propre parti. Il ne nous en invite pas moins à y adhérer. L'ouvrage se termine sur ces phrases : « C'est l'heure pour les intellectuels du Québec de se réveiller. Le rêve peut encore devenir réalité. » (P. 157.) Nous sommes en pleine polysémie ou, à tout le moins, en pleine équivoque. Si l'on prend le discours pour ce qu'il dit (ce que devrait d'ailleurs faire, au moins en un premier temps, tout analyste du discours), on doit comprendre que Boudreau demande aux intellectuels de se réveiller pour mieux rêver ! Ainsi pourra-t-on proposer l'interprétation suivante du titre de l'ouvrage : le rêve inachevé est celui du péquiste de gauche. Car l'objet rêvé (l'indépendance) semble se confondre complètement avec le rêve lui-même. Nous sommes en face d'une sorte de réification à rebours : l'activité de symbolisation domine entièrement l'objet qu'elle connote ; le fait de rêver devient l'activité principale aux dépens de l'actualisation de ce dont on rêve. Ne s'agirait-il pas d'une nouvelle forme d'opium du peuple, d'une sorte de mythification laïque de la société ? On peut à tout le moins en conclure que l'ambiguïté du discours péquiste est l'une des conditions fondamentales à son existence et à sa reproduction. C'est cette ambiguïté même qui fait rêver et qui continuera de faire rêver, puisqu'elle est fondée sur le report continuel de la réalisation de l'objet du rêve. Et, disons-le tout net, au risque de paraître téméraire : la confusion perpétuelle entre le rêve et son objet est la condition essentielle au maintien du Parti québécois comme parti politique et toute remise en question de cette confusion, qu'elle vienne de la base ou du sommet, sonnera sa mise à mort.

La démocratie proclamée, défendue et trahie constitue l'un des autres thèmes favoris des trois ouvrages. Pontaut et Boudreau insistent avec raison sur le renouveau démocratique qu'a constitué l'aventure du Parti québécois, animée par « un désir insatiable de se forger un parti honnête, transparent, démocratique, ouvert sur le monde » (BOUDREAU, p. 26). Pour Alain Pontaut, bien sûr, le démocratisme est une vertu lévesquiste qui colle à la peau du grand leader. Ses luttes au sein de la Fédération libérale du Québec jusqu'à celles du « renérendum » ne constitueraient que des formes transformées de la même volonté d'actualiser la démocratie. Ainsi, avec son plébiscite interne, « René Lévesque met en cause la démocratie formelle, mais fait appel à la démocratie réelle » (p. 211). Boudreau ne partage certainement pas la même analyse, mais les deux auteurs posent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. S'ils établissent un lien entre la Révolution tranquille, la libération nationale et la démocratie, il reste difficile à expliquer pourquoi et comment le démocrate de la Révolution tranquille et le Parti québécois se sont transformés à ce point durant les années quatre-vingt. Les tentatives de réponse à cette question risquent de faire couler beaucoup d'encre durant les prochaines années, et l'on ne doit certes pas tenir rigueur à nos auteurs de ne pas s'être engagés sur ce terrain. Certains passages

de l'un ou l'autre ouvrage ne manquent cependant pas d'ouvrir certaines pistes. Ainsi, quand Alain Pontaut souligne que René Lévesque « mobilise le public » durant la Révolution tranquille et souvent contre les membres de son propre parti, il évoque la transformation profonde du rapport au politique qui s'est opérée durant les années soixante. Nous assistons en quelques années à la constitution d'un nouvel espace public au sein duquel le pouvoir est discuté grâce à la formation d'une véritable opinion publique (Habermas). La politique n'est dès lors plus affaire de clientélisme et de lignée familiale, voire même de féodalité (Dulong). De la même façon, quand Ernest Boudreau souligne que « le financement populaire faisait partie de la construction d'un pays et [que] personne n'entendait à rire à ce sujet » (p. 27), il pose le rapport entre le développement de la lutte contre l'oppression nationale et le nécessaire approfondissement de la démocratie. Mais pourquoi cette dégénérescence, comme diraient les trotskystes, du démocrate comme du parti qu'il a fondé ? On pourra sans doute trouver un début de réponse du côté de ce paradoxe historique qu'est la Révolution tranquille, durant laquelle le nouvel espace public en train de se former commençait en même temps à se dissoudre sous l'effet de la technocratisation de la société et la formation de l'État keynésien (ou de l'État social, au sens d'Habermas). Qu'un seul homme ait pu symboliser, presque en même temps, le démocrate de type libéral, le libérateur de la nation et le technocrate, ne saura être convenablement expliqué avant que ne soit saisi ce double mouvement de la vie politique québécoise durant lequel se sont télescopées la mise en place des deux grandes formes (libérale et keynésienne) de l'État démocratique bourgeois. Et, pour compliquer encore le tableau, on ne pourra comprendre les dix dernières années sans mesurer la profondeur des transformations politiques qui se seront imposées durant la crise et dont le Parti québécois est en partie le maître d'œuvre. Le paradoxe pourrait dès lors être plus grand, car il n'est pas impossible que l'on soit obligé d'ajouter sur la tête de notre symbolique premier ministre quelques cornes néo-libérales. D'autres passages des trois ouvrages nous permettront de revenir plus loin sur la question.

Soulignons auparavant deux thèmes bien connus. Passons rapidement sur celui du colonialisme, qui commence sérieusement à dater et sur lequel le discours péquiste ne semble pas pouvoir se renouveler. Attachons-nous au contraire au dévoilement des déchirements internes du parti, qui semble être devenu un thème incontournable dans la littérature portant sur le Parti québécois. Même Alain Pontaut ne peut y échapper, bien qu'il le fasse sur le mode de la célébration du héros qu'est son chef devant les affreux qui le contestent. Boudreau et Bourgault tiennent, bien sûr, un autre discours. Ce thème est particulièrement envahissant dans le texte de Boudreau. Il identifie deux tendances : « la tendance social-démocrate [et] la tendance conservatrice » (p. 49). La seconde est identifiée aux technocrates et aux néo-libéraux : « Force est de reconnaître six ans après que nous avions mis au pouvoir des néo-libéraux et des politiciens de carrière qui canalisent encore aujourd'hui l'élan nationaliste de tout un peuple pour s'y maintenir. » (P. 152.) Bourgault va dans le même sens en soulignant : « Je me suis vite rendu compte que le P.Q. était dirigé par des libéraux. » (P. 187.) Bourgault revient abondamment sur la

dissolution du R.I.N., dont il compare le destin à celui de l'Action libérale nationale, et dont il considère « le sabordage comme la plus grande erreur de ma vie » (p. 183). L'aile radicale du P.Q. est qualifiée de social-démocrate dans les deux ouvrages. Boudreau est le plus explicite :

> « Seul un projet de société, bien clair et bien structuré, enfanté conjointement par le gouvernement et par les centrales ouvrières, à qui on aurait permis d'élargir leurs bases à tous les travailleurs du Québec par la syndicalisation multipatronale aurait mobilisé toutes les forces vives du Québec et aurait fourni l'argument économique tant recherché. La preuve en est que les localités à forte densité syndicale votèrent pour le "oui" à 80%. » (P. 51.)

Le but ultime serait le plein emploi et la stabilité : « Ainsi seraient établies des conditions idéales pour la venue chez nous de l'entreprise privée et l'adhésion du patronat à nos priorités économiques. » (p. 45.) Prenons donc acte que la magie unanimiste ne joue plus à l'intérieur du parti. Les événements du « renérendum » ont définitivement fait éclater les accords tacites permettant, au moins dans les discours officiels, de minimiser les conflits. Certains éléments des analyses que n'avaient proposés jusque-là que quelques sociologues et politicologues (Murray et moi-même) font maintenant partie intégrante du discours que le P.Q. tient sur lui-même. Quelque chose s'est donc brisé dans la dynamique péquiste traditionnelle, et l'on peut penser que ce parti est définitivement engagé dans une transformation qualitative touchant aussi bien à sa clientèle qu'à sa base militante.

Quelque chose s'est ainsi brisé qui remet en question le type de leadership que Lévesque a pourtant toujours exercé sur son propre parti. On a beaucoup parlé et écrit sur la nature du leadership presque messianique de René Lévesque. On a avancé l'hypothèse que la nature même du parti, essentiellement polyclassiste, imposait en quelque sorte l'existence d'une direction fortement personnalisée semblant se situer au-dessus de la mêlée — ainsi, le parallèle que l'on a parfois établi entre lévesquisme et duplessisme. Mais là devrait s'arrêter la comparaison, car l'espace politique dans lequel s'est développée l'Union nationale différait significativement. Le duplessisme était un régime de notables s'imposant à une société locale, encore largement caractérisée par une relative importance de rapports marchands pré-industriels et d'institutions pré-capitalistes, mais rattachée politiquement à un État de type libéral (le fédéralisme canadien). Le lévesquisme et la personnalité politique de René Lévesque sont d'un tout autre ordre. Ils s'inscrivent, dès le départ, dans l'espace public (libéralo-démocratique) de la Révolution tranquille mais, en même temps, comme nous l'avons souligné plus haut, dans le mouvement de dénaturation de cet espace caractérisé par la technocratisation concomittante de l'ensemble de la société. Comment, dès lors, expliquer que Lévesque donne lieu à un phénomène de personnalisation apparemment identique à celui de Duplessis ? Lisons Pontaut : « Ce n'est pas non plus la technique, le métier, si achevés fussent-ils, qui provoquent une pareille adhésion du public, qui expliquent semblable succès. C'est bien plutôt sa personnalité, son être même. » (P. 63.) Quelques lignes plus loin, Lévesque devient « une sorte de fauve possédé par la justice » (pp. 63-64). Ailleurs, il sera un « mythe » ou encore un « chef », un « père » et presque une « idôle » (p. 174). Encore une fois, nous ne pourrons

attribuer ces « excès » aux seuls enthousiasmes du « biographe », car d'autres passages montrent que c'est tout le rapport à l'homme politique qui est caractérisé par cette tendance à la personnalisation. Le procédé littéraire est d'ailleurs ici en tous points identique aux suppliques adressées publiquement au chef par les ministres et députés durant les événements rocambolesques du « renérendum ». Revenons au texte. À propos de la victoire de 1976, Alain Pontaut écrit :

> « Que René Lévesque ait gagné, avec une telle force, contre la croisade extérieure mais aussi contre la contestation interne, qu'il ait à ce point déterminé personnellement et la stratégie et la victoire, asseoit souverainement son autorité en forçant à la penaude humilité et au total ralliement ceux qui niaient la veille ses chances de victoire. C'est dire que, disposant de ce prestige, cette charge suprême que l'électorat lui a confiée, on peut compter sur lui, responsable vingt-quatre heures par jour, pour l'assumer avec la totalité du potentiel politique et humain dont il dispose. » (P. 173.)

Bien sûr, cette personnalisation de la scène politique touche aussi l'adversaire. Car on peut comprendre qu'un tel chef ne puisse avoir qu'un opposant digne de lui. À propos de Trudeau et de Lévesque, Pontaut écrit : « Ils deviendront aussi les seuls acteurs qui comptent dans ce drame aux multiples personnages dont, au début des années soixante, l'histoire a déjà marqué les trois coups. » (P. 97.) Cette personnalisation semble toucher la plupart de nos hommes politiques. En tout cas, elle ne paraît pas déplaire à Pierre Bourgault qui ne cache pas avoir « un ego démesuré » (p. 42), et qui confesse avoir peur de son propre pouvoir sur les foules (p. 19). Bourgault déclare être un déséquilibré (p. 34), tout en avouant aimer le pouvoir (p. 21) et vouloir « être le chef ou rien du tout » (p. 143). Il ira même jusqu'à affirmer : « Comme tous les chefs totalitaires, je suis aussi très démocrate. » (P. 134.) La démocratie, c'est le moins que l'on puisse dire, tend à changer de couleur. Je me permettrai de citer longuement Quéré rapportant les théories de Sennett sur la communauté et l'homme politique contemporains :

> « C'est pourquoi la communauté politique correspondant à la tyrannie de l'intimité est, aux yeux de Sennett, la négation même de la Démocratie. Ceci pour plusieurs raisons. Elle se constitue d'abord en excluant aussi bien l'interaction que l'action sociale. Le partage émotionnel d'une personnalité collective, c'est-à-dire d'un état de communion, abolit l'action en général et l'activité communicationnelle en particulier, la communion n'étant qu'une forme dégradée de communication. De même rend-il inutile toute discussion visant à valider des propositions et des normes à travers un échange d'arguments rationnels. Ensuite parce que cette communauté politique est fondée sur une adhésion inconditionnelle et non raisonnée à la personnalité des leaders politiques. Sennett développe à ce sujet la théorie de "l'incivilité" des hommes politiques contemporains. Ils sont "incivils" dans la mesure où "ils pèsent sur les autres de tout le poids de leur personnalité". Ils suscitent l'adhésion en séduisant les citoyens, c'est-à-dire en se faisant juger exclusivement sur leurs sentiments, leurs intentions et leur capacité de produire des chocs émotifs, de "faire impression". Une telle modalité de l'action politique exclut à la fois le jugement et l'action. Impossible de confronter les déclarations à la réalité des actes. Impossible aussi de fonder la pratique politique sur un échange d'arguments rationnels destinés à valider des énoncés normatifs. Les médias électroniques sont les principaux instruments d'une telle exclusion. Ils accroissent "l'intérêt pour la personnalité" des leaders politiques, c'est-à-dire pour leurs motivations, leurs sentiments, leurs intentions et souvent pour leur vie privée. La facilité engendrée par cet exhibitionnisme des leaders "incivils" et pour la psychologisation des processus sociaux contraste avec les exigences d'une communication démocratique. » [1]

1. Louis QUÉRÉ, *Des miroirs équivoques*, Paris, Aubier, 1982, pp. 20-21.

Ne croirait-on pas lire une analyse des débats entourant le « renérendum » durant lequel les éditorialistes venaient au secours des ministres éplorés ? On opposait alors aux résultats de l'exercice le plus rigoureusement démocratique d'une assemblée légalement constituée les vertus démocratiques qu'incarnerait presque par essence la personne de René Lévesque. La nature et la vertu des hommes (de l'homme) furent alors opposées à la discussion et aux débats politiques : le processus référendaire opposait les structures démocratiques du parti et les individus pris isolément. Dans ce contexte, l'idée même du référendum interne était paradoxalement anti-démocratique. Car la démocratie n'est pas l'addition des individualités, mais l'institutionnalisation du débat politique, de la discussion et de la critique du pouvoir. On assiste à une véritable naturalisation-personnalisation de ce qui reste de la démocratie libérale. Ainsi, l'essence du processus démocratique peut-il être régulièrement bafoué puisque la démocratie devient question de nature. Trudeau est un grand démocrate, tout le monde le sait ; pourquoi donc faudrait-il obtenir l'accord de la population pour le rapatriement de la constitution ? Tout ce qui grenouille dans le Parti québécois ne pourra jamais faire le poids devant un René Lévesque tout imbu de démocratie. Durant toute sa carrière politique, René Lévesque a d'ailleurs posé sa personne dans des rapports plus ou moins conflictuels avec son propre parti (Parti libéral et Parti québécois). On pourrait même dire, sans mauvais jeux de mots, que René Lévesque a passé sa vie politique à « jouer de sa personne ». Pensons à ses sempiternelles périodes de réflexion toujours savamment calculées pour produire l'effet politique qu'il faut. Après tout, Bourgault a peut-être raison : tous nos chefs politiques sont à la fois totalitaires et démocrates, l'important à la limite étant d'avoir et surtout de montrer la personnalité désirée.

Une question demeure malgré tout : rester ou partir ? Boudreau propose aux péquistes déçus de continuer à militer dans le Parti québécois. Il invite même les forces progressistes à le noyauter (p. 154) :

> « Le P.Q. est né à la faveur d'un concours de circonstances sociales et politiques favorables. Il a été l'aboutissement du long cheminement d'un peuple en quête de son identité, de son affirmation et de son indépendance. Il existe, il est là. Il n'y a qu'à le prendre en mains, le remettre sur sa quille et le conduire à bon port. » (P. 151.)

Il est cependant difficile de le suivre sur ce terrain. Après avoir démontré comment son propre parti est complètement dominé par d'anciens libéraux dont on peut mettre en doute la profondeur des idéaux indépendantistes, il nous invite à nous en emparer, mais sans nous proposer de véritable contre-stratégie. Il ne lui vient même pas à l'esprit de nous dire sur quelles forces on pourra compter. On n'entend même pas parler dans le livre de Boudreau d'un quelconque Montréal-Centre. S'il est une faille majeure dans ce bouquin, c'est bien celle de n'offrir aucune contre-piste crédible. Même si l'on voit se profiler plus d'un opposant durant les congrès et les assemblées dont il nous parle, Boudreau nous semble bien seul avec ses rêves. La « gauche » du P.Q. serait-elle composée de cette foule de rêveurs isolés qui auraient parfois, presque par hasard, des sursauts collectifs ? Bourgault semble, à première vue, plus conséquent : il s'est retiré du Parti québécois. Il affirme, contrairement aux

belles heures du R.I.N., que « l'accession du Québec à l'indépendance n'est pas un mouvement irréversible » (p. 23). Il proclame même que la stratégie du P.Q. ne mène nulle part. Bien plus, il lance au moins provisoirement la serviette : « Il ne faut plus convaincre personne de s'embarquer dans cette cause-là [l'indépendance]. » (p. 13.)

La gauche du P.Q. semble une collection d'individus fort déçus et fort amers, mais totalement incapables de développer une pratique substitutive crédible. Andrée Lebel cite Guy Boucher selon lequel « Bourgault rêve qu'on vienne le chercher dans un moment de crise » (p. 233). On en vient à se demander, après la lecture des trois livres si, au moins, cela ne changerait pas le mal de place. On pourrait peut-être avoir des surprises. Ainsi Bourgault nous avoue : « Évidemment le Québec indépendant est mon premier choix. L'annexion aux États-Unis est mon second. » (P. 32.) Quand on ira le chercher, il nous proposera peut-être son deuxième choix... tout en choisissant Rodrigue Tremblay comme ministre des finances !

Gilles BOURQUE

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.